



COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL INTERDEPARTEMENTAL DES SERVICES DE POLICE DE LA PREFECTURE DE POLICE.

REUNION DU 18 MAI 2017. DECLARATION PREALABLE.

Monsieur le président,
Mesdames et Messieurs les représentants de l'administration,
Mesdames et Messieurs les représentants du personnel,

Les représentants du personnel ALLIANCE POLICE NATIONALE, ALLIANCE SNAPATSI et SYNERGIE OFFICIERS vous souhaitent la bienvenue, dans un contexte encore chargé d'émotion après l'odieux et lâche attentat qui a coûté la vie à notre collègue Xavier JUGELE le 20 avril dernier. Un acte terroriste qui endeuille une fois de plus la Préfecture de police de Paris. Des policiers franciliens qui paient chèrement leur engagement sans faille dans cette lutte quotidienne et qui ont plus que jamais conscience qu'ils font partie des cibles potentielles de fanatiques et de délinquants de droit commun de plus en plus violents.

Alors, Monsieur le Préfet de police, vous comprendrez aisément que les attentes des policiers, des PATS, et de leurs représentants syndicaux, soient particulièrement fortes en matière de conditions de travail, de prévention des risques professionnels et psychosociaux. C'est d'ailleurs pour cela que les

délégués d'ALLIANCE POLICE NATIONALE ont investi la salle des 167 Policiers morts pour la France où se tenait la réunion du CHSCTI, le 29 novembre 2016, lassés de voir leurs revendications en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail s'amonceler depuis des années sans réelle prise de conscience ou de décisions de leur administration. Des ordres du jour qui se succèdent et se ressemblent. Des sujets abordés de manière récurrente. Des dossiers qui n'avancent pas ou peu. Avec des conséquences désastreuses sur les conditions de travail, la formation continue ou la qualité de vie au travail des policiers. Car ces risques professionnels et psychosociaux ont atteint aujourd'hui leur paroxysme.

Nos organisations syndicales revendiquaient, depuis longue date, un retour à une plus grande décentralisation en matière d'hygiène, de santé, de sécurité et de conditions de travail, en instaurant divers outils déconcentrés au niveau du CHSCTI. Un modèle organisationnel qui devrait garantir une meilleure réactivité. C'est cette politique de proximité qui doit aujourd'hui remplacer un hyper centralisme qui a manifestement échoué.

Nous avons tout d'abord réclamé et obtenu la création immédiate de réunions immobilières déconcentrées trimestrielles, pour chaque département de l'agglomération. Associées à des visites de site régulières, ces réunions accéléreront la résolution des problématiques de nettoyage, de maintenance, de rénovation, mais également de sécurité et de sûreté des commissariats. Une politique immobilière qui s'avèrera plus pertinente pour gérer un périmètre aussi vaste. A la condition toutefois que le Service des Affaires Immobilières soit doté de moyens à la hauteur de la tâche à accomplir.

Les visites de site des commissariats de Saint Denis et du 14^{ème} arrondissement

que nous évoquerons ce jour auront le mérite de nous rappeler tout le chemin restant à parcourir pour redonner des conditions de travail dignes à nos collègues. Elles nous rappelleront enfin que nous ne pouvons pas baisser les bras dans un domaine où les chefs de service ont une obligation de résultat en matière de santé physique et mentale de leurs agents.

C'est dans cette même logique d'efficacité que nous avons également réclamé et obtenu, au travers de la mise en place d'un groupe de travail national, la création de commissions techniques zonales, au niveau de chaque SGAMI, pour traiter enfin, de manière cohérente et réelle, le problème de la maintenance des stands de tir et de la santé des FTSI y exerçant. Un sujet crucial qui vient récemment de se rappeler à notre administration qui a dû se résoudre à les fermer sur l'ensemble de la zone francilienne. Une aberration dans le contexte actuel. Les deux réunions provoquées par la SDAS de la Préfecture de police ont permis de mieux cerner les difficultés en ce domaine pour prendre les décisions rapides qui s'imposent. ALLIANCE POLICE NATIONALE participe activement à ces réunions, dans un esprit de dialogue social constructif, pour trouver des solutions rapides. Mais il n'hésitera pas à faire invoquer le droit de retrait aux FTSI chaque fois que cela sera nécessaire à la préservation de leur sécurité.

Nos organisations syndicales se battent enfin pour la mise en place de cellules de veille RPS au niveau des différentes directions actives pour mieux combattre et prévenir les facteurs de risques psychosociaux dans les services de police. Une détection plus que nécessaire à l'heure où la violence touche les policiers dans l'exercice de leurs missions quotidiennes sur la voie publique, mais aussi parfois dans leurs propres services. Une analyse plus fine en amont de différents indicateurs, associée à des signalements remontant périodiquement des services, contribueront indéniablement à une prise en compte plus efficace et à une

meilleure lutte contre ce fléau que constituent les RPS.

Bien d'autres sujets seront évoqués lors de cette séance, tous importants, car essentiels aux conditions de travail et à la qualité de vie des agents relevant du périmètre de la Préfecture de police. Notre nouveau ministre a d'ailleurs résumé en une phrase l'une des demandes fortes des policiers : « de bonnes conditions de travail pour mieux remplir leurs missions. »

Mais nos organisations le réaffirment : un plan ou une réforme, ce n'est pas un recueil de bonnes intentions ! Inscrire un sujet à l'ordre du jour d'un CHSCT ou sur un plan annuel de prévention, ce n'est pas avoir traité le sujet ! Pas de temples de la statistique et de l'alibi, pas de comités de l'immobilisme. Mais des décisions concrètes suivies d'actes rapides.

Sur ce point, Monsieur le Préfet de police, nous savons que vous n'êtes pas de ceux qui privilégient la politique de l'immobilisme. Mais nous attendons de votre part des actes forts.

Nous demandons que cette déclaration soit annexée au présent procès-verbal.